



ÉTRANGER

ÉDITO DU 1^{er} DÉCEMBRE 2017

► ***Une grève pour quelque chose***

LA MOBILISATION des personnels a été massive lundi dernier dans un très grand nombre d'établissements français de l'étranger et largement relayée dans les médias.

Nous ne savons pas, à l'heure où nous rédigeons, si nos gouvernants ont pris conscience que la question posée ne se réduit pas à de catastrophiques suppressions de postes ou à un problème de trésorerie de l'AEFE

Il convient en effet de savoir si la France entend continuer à préserver un outil destiné à mener une politique publique volontariste pour l'enseignement français à l'étranger.

Pour le Sgen-CFDT, le risque est que l'homologation ne soit plus qu'une forme de labellisation attestant de manière formelle le respect de certaines normes dans le cadre d'établissements totalement privés.

Ceci mettrait fin aux objectifs proclamés par la loi du 6 juillet 1990 instituant un opérateur public pour exercer notamment les missions de service public de l'enseignement français à l'étranger, aider les familles des élèves – français ou étrangers – à supporter les frais liés à leur scolarisation, tout en veillant à la stabilisation des frais de scolarité (sic), sans oublier la gestion des bourses aux enfants de nationalité française.

Le Sgen-CFDT, s'appuyant sur cette mobilisation inédite, s'est adressé au Premier ministre et, une nouvelle fois, aux parlementaires.

Il ne peut pas accepter que cet établissement public soit financièrement mis au pied du mur et ses missions remises en cause dans ses moyens, sans qu'aucune discussion préalable sur l'avenir du dispositif, associant ses différents acteurs ait été engagée.

Alain Schneider